



cgt.tresor21@wanadoo.fr

Septembre 2002

Numéro 51

## Dans ce numéro

- 1 Hausse pour les Ministres et Baisse pour les Fonctionnaires.
- 2 Vos représentants CGT.
- 3 1.385 suppression d'emplois au MINEFI.
- 4 Bulletin d'adhésion.

# Le Bulletin

## INFOS COTE D'OR

### **HAUSSE des revenus des Ministres et BAISSE du pouvoir d'achat des Fonctionnaires**

Alors que nos gouvernants s'octroient généreusement une hausse de leurs revenus (plus de 60% d'augmentation des salaires des Ministres votée par les députés !), le gouvernement reste inflexible pour la revalorisation du SMIC et laisse le pouvoir d'achat des fonctionnaires baisser.

Ainsi, depuis le 1er janvier 2000, les prix ont augmenté de +4,4% (indice des prix excluant le tabac et qui est l'indice de référence pour le ministère de la fonction publique). Dans le même temps, la valeur du point d'indice n'a progressé que de +2,3%. Il est clair la hausse de + 0,7% programmée pour le 1er décembre ne couvrira pas la perte de pouvoir d'achat enregistrée lors de cette période.

Pour la CGT, il y a urgence d'ouvrir de nouvelles négociations salariales, dès la rentrée alors que le gouvernement préférerait les renvoyer en 2003. Autre chiffre vedette : la hausse du SMIC : +2,4%, soit le minimum légal.

Face à l'inflation des tarifs des services publics et à la valse des étiquettes enregistrée lors du passage à l'Euro, cette augmentation minimale entraîne une baisse du pouvoir d'achat pour l'ensemble des bas salaires. Et comme ils ne sont pas les principaux bénéficiaires de la baisse d'impôt de 5%, **"la France d'en bas" apparaît oubliée par "les messieurs d'en haut"**.

Par contre, les fonctionnaires ne sont pas oubliés. Les **menaces sur l'emploi public** se précisent. Un rapport de la

(suite au verso)

### CONTACTS

#### Vos élus CGT en CAP :

*Agents de recouvrement et Agents de recouvrement principaux :* LOMBARD Sylvie (TG Suppléance), BOURDIN Arnaud (TG-DI), CHOUMETTE Dominique (TG Recouvrement-Gestion) et NADAN Roselyne (T. Montbard).

*Contrôleurs :* MONIN Pierre-Yves (TG-DI) et TAUVY Christiane (T. OPD-HLM).

*Inspecteurs :* aucun élu.

#### Vos représentants CGT en CTPL :

ANGLADE Pierre (TG C.M.I.B. 03-80-59-26-66), GOMEZ Jean-Claude (T. Fontaine Française 03-80-75-82-31),

CLERE Jean-Claude (TF DI 03-80-59-26-09) et BOURDIN Arnaud (TG-CMIB 03-80-59-26-14).

#### Vos représentants CGT au Comité Hygiène et Sécurité (CHS) et Comité Action Sociale et Sanitaire (CDASS) :

BOURDIN Arnaud (TG-C.M.I.B. 03-80-59-26-14) au C.H.S.

SEIGNEZ Sylvaine (T. Chenôve 03-80-54-07-20) au CDASS.

commission des finances du Sénat chiffre les économies réalisables par l'Etat si tous les départs à la retraite ne sont pas remplacés, en qualifiant ces mêmes départs de "chance historique" ! Si 5 % des départs ne sont pas remplacés, soit une suppression de 30000 emplois, l'Etat économisera, d'ici 2010, 970 millions d'euro. Si 25% des départs ne sont pas remplacés, soit 155000 emplois supprimés, les économies seront de 4850 millions d'euro.

Le texte va jusqu'à envisager le remplacement d'un emploi sur deux, voire aucun remplacement. Ajoutons à cela la loi de finances rectificatives pour 2002, qui fixe à 0,2% la norme de progression des dépenses. Cela se traduira inévitablement par un recours massif aux annulations de crédits en fin d'année, avec de lourdes conséquences sur le fonctionnement des administrations.

Dans cette logique **où est la prise en compte des besoins de services publics ?** Pour la CGT, les attentes des usagers, le respect des grands principes fondateurs du service public que sont l'égalité de traitement, la proximité doivent se situer au cœur du débat déterminant le périmètre et les moyens d'intervention de l'Etat. Faire des fonctionnaires une variable d'ajustement budgétaire sans raisonner en termes de besoins, c'est abandonner des missions et pénaliser la "France d'en bas" souvent la plus grande utilisatrice des services publics de proximité

## Suppression de 1.385 emplois aux Finances en 2003 !

C'est par la presse (Le Monde du 4/9/02) que nous apprenons le nombre de suppressions d'emplois au MINEFI décidé par le gouvernement dans le cadre de l'élaboration du budget 2003 : **1385 aux finances sur 1619 dans la fonction publique !**

C'est d'abord une provocation et une marque de mépris à l'encontre des 180 000 agents du ministère et leurs représentants qui ont été tenus à l'écart de toute information.

Mais plus gravement, quant au fond c'est un nouveau mauvais coup porté contre le service public fiscal, économique et financier, dont certaines missions ne pourront plus être assurées et de nombreuses autres seront très dégradées.

D'ores et déjà, la non compensation en emplois de la réduction du temps de travail s'est traduite dans nombre de bureaux et implantations par d'importantes tensions dans les conditions de travail des personnels et des conséquences négatives pour les usagers des services : non réponses au téléphone, fermeture des bureaux avancées, contrôles annulés, accueil dégradé, etc.

Demain, si les suppressions annoncées devaient se réaliser, la situation deviendrait intenable pour les agents et intolérable pour la population, notamment les catégories les plus modestes qui seraient les premières victimes de cette dégradation.

La CGT, ses syndiqués et les personnels n'accepteront pas la régression pas plus que l'arrêt des nécessaires réformes et modernisations que cette coupe dans les effectifs induit.

La CGT Finances appelle l'ensemble des personnels financiers à se mobiliser dans l'unité la plus large avec leurs organisations syndicales pour imposer les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à l'accomplissement de toutes les missions du MINEFI, à la réussite des réformes et des modernisations des services et administrations pour améliorer et développer le service public fiscal, économique, financier et industriel dans l'intérêt de la population, de l'activité économique et du progrès social.

### **BULLETIN D'ADHESION**

(à retourner à l'un des représentants CGT de Côte d'Or)

**NOM et PRENOM :** .....

**AFFECTATION :** .....

**GRADE :** ..... **ECHELON :** .....